



Plate-forme non gouvernementale Euromed
APPEL Méditerranéen DE RABAT
10 et 11 Décembre 2011

Nous, participants à La rencontre organisée par Plate-forme non gouvernementale Euromed (PNGE) en coopération avec la Fondation allemande Friedrich Ebert (FES) et le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) sur le thème « Jeunesse et transition démocratique » les 10 et 11 décembre 2011 à Rabat, nous demandons au Président de PNGE la création d'un réseau euro-méditerranéen au sein de la PNGE, comme réseau membre.

Ce réseau devra être un espace de concertation, d'échange et débat pour les jeunes de l'espace euro-méditerranéen comme acteurs à part entière afin de jouer leur rôle en tant que force de proposition et partenaires de toute initiative œuvrant pour la promotion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité et de la citoyenneté ainsi que vecteur de toute politique de jeunesse concertée et partagée.

Pour mener à bien la mise en place de ce réseau, nous appelons la commission européenne à soutenir les actions du bureau de la PNGE en matière :

- de financement par l'octroi des fonds nécessaires pour réaliser ce chantier dont la région a besoin pour accompagner les changements en cours et afin de mettre en place un réseau qui répond à nos attentes et aux attentes des jeunes
- de formation, afin que le processus de création de ce réseau soit l'occasion de valorisation des savoirs au niveau de gestion, d'élaboration de projets ou d'actions, de suivi et d'évaluation ; savoirs disponibles pour tout acteur civile.
- de mobilité, par la garantie aux jeunes créateurs de ce réseau, d'aller sur le terrain pour apprendre, visiter et contacter leurs pairs au sud comme au nord dans le but de cultiver et promouvoir une méditerranéité partagée par tous les peuples de la région qui reste le socle de la démocratie, la liberté et la citoyenneté.

Nous demandons que la Plate-forme non gouvernementale Euromed soit reconnue comme partenaire fiable et incontournable dans la région euro-méditerranéenne pour accompagner les changements que la région connaît afin d'instaurer la paix, la justice, la démocratie et donner à la jeunesse la place qui lui convienne et qu'elle est appelée à jouer.

Les participants réitèrent leurs demandes à la commission européenne, afin d'appuyer financièrement et politiquement la PNGE en tant que société civile autonome, démocrate et organisée dans la région, surtout en ce moment où la région est entrain de vivre un tournant irréversible dans son histoire. Aussi, les participants appellent l'Etat et le gouvernement français, pays siège de la PNGE, d'appuyer ces recommandations et œuvrer pour leur concrétisation financièrement et politiquement.